

statec

CEPS/Instead

IGSS

CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES

**Numéro 7
Avril 1997**

Les ménages analysent : aujourd'hui et demain

De quelle manière les ménages perçoivent-ils le présent et l'avenir, s'agissant de leur épargne, de leur propre situation économique ou de celle du pays ? Les 2472 ménages interrogés en 1996 dans le cadre du programme PSELL du CEPS/I. nous ont fait part de leur analyse à ce propos.

Globalement, et ce n'est guère une surprise, leur interprétation de la situation présente est plus optimiste que celle concernant l'année à venir.

Cette quasi unanimité éclate toutefois lorsque les réponses des ménages sont réexaminées à la lumière des grandes trajectoires dans lesquelles ceux-ci s'inscrivent. On découvre alors que les avis divergent d'une génération à l'autre mais aussi en fonction de divers traits caractérisant la position objective des ménages dans la société luxembourgeoise.

Etre locataire : choix ou contrainte ?

La proportion de ménages "locataires" est relativement faible au Luxembourg (26%). Ce statut d'occupation du logement résulte-t-il d'un choix délibéré ou plutôt d'une contrainte ?

Parmi les locataires, deux ménages sur trois se considèrent locataires "par obligation".

Population et Emploi

Bulletin d'informations démographiques et sociales

LES MENAGES ANALYSENT : AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Bernard GAILLY - CEPS/INSTEAD

Les individus et les ménages ne s'insèrent pas tous de la même manière dans la réalité socio-économique du pays.

Par "mode d'insertion", nous n'entendons pas seulement le fait qu'ils n'occupent pas tous la même *position objective* dans la société (génération, expérience, formation, profession, revenus). Nous entendons aussi par là le fait qu'ils ont des manières différentes de lire cette réalité, de s'y orienter et de s'y tracer une voie : ils « *analysent* » de manières différentes la réalité présente, passée et future.

Le mode d'insertion d'un groupe de ménages se définit en prenant en compte une double référence : sa *position actuelle objective* dans le système socio-économique et une manière propre de se *projeter dans le futur*. Cette tension entre sa position actuelle et sa manière de se projeter dans le futur définit une trajectoire qui a la propriété de donner un sens, une cohérence à ses décisions, à l'orientation de ses comportements.

Si on peut saisir la diversité et la complexité de ces modes d'insertion des ménages dans la réalité socio-économique du Luxembourg, et les oppositions qui peuvent exister entre eux, on pourra peut-être mieux comprendre les clivages qui sous-tendent cette société mais aussi les éléments qui font son unité.

Nous avons très modestement tenté de saisir quelques premiers éléments permettant d'identifier ces différents modes d'insertion en interrogeant les ménages :

- d'une part, à propos de la manière dont ils analysent leur situation¹ en 1996
- et, d'autre part, à propos de leurs prévisions concernant trois points : l'évolution du contexte économique général, l'évolution de leur situation économique personnelle et leurs prévisions d'épargne² au cours des mois à venir ("12 mois"³ soit 1997).

¹ Les caractéristiques de la (des) personne(s) qui répond(ent) "au nom du ménage" n'ont pas d'influence significative sur les écarts observés entre les "ménages". Ceci n'exclut pas la possibilité qu'au sein d'un ménage tout le monde ne soit pas du même avis mais il s'agirait là d'une autre étude.

² Il faut faire attention ici au fait que la notion d'épargne ne correspond pas toujours au même comportement dans l'esprit des gens. Pour certains, "mettre de l'argent de côté" pour construire son logement ne représente pas nécessairement de l'épargne. Le caractère comparatif de l'étude exige que nous éclaircissons ce point à l'avenir.

³ "12 mois" évoquent une période d'une année. Cette expression donne à chaque personne interrogée une référence commune mais les personnes répondent sans doute en fonction d'une période de référence plus floue et relativement indéterminée dans leur propre esprit.

Ces questions seront répétées d'année en année. Ce dispositif nous permettra de suivre les permanences et les changements de tendances dans les attentes des ménages, de confronter ces attentes avec le bilan qu'ils en tirent un an plus

tard et d'entrer progressivement plus avant dans la compréhension de la cohérence interne des modes d'insertion des groupes de ménages dans le système socio-économique luxembourgeois. Les informations dont nous disposons actuellement se limi-

tent à une seule année. Nous comparerons simplement l'évaluation que font les ménages de leur situation actuelle et leurs espérances ou leurs craintes pour l'avenir.

LES QUESTIONS

⇒ A propos du futur

Comment voyez-vous l'évolution de la situation économique du Luxembourg pour les douze prochains mois ?			
avis	négatif	neutre	positif
distribution	37.4 %	59.5 %	3.2 %
Source : CEPS/I., PSELL, 1996			
Comment voyez-vous l'évolution de la situation financière de votre ménage pour les douze prochains mois ?			
avis	négatif	neutre	positif
distribution	12.9 %	77.3 %	9.8 %
Source : CEPS/I., PSELL, 1996			
Au cours de cette année avez-vous l'intention d'épargner une partie de vos revenus ?			
avis	pas ou peu	ts les 3 mois	plus souvent
distribution	43.5 %	11.5 %	45.0 %
Source : CEPS/I., PSELL, 1996			

⇒ A propos du présent

Si vous considérez la situation économique du Luxembourg, à votre avis, diriez-vous qu'elle est : très mauvaise, ..., ..., ..., très bonne ?			
avis	négatif	neutre	positif
distribution	7.1 %	59.9 %	33.0 %
Source : CEPS/I., PSELL, 1996			
Si on considère les ressources mensuelles de votre ménage, diriez-vous qu'elles vous permettent de vivre : très difficilement, ... , ..., ..., très facilement ?			
avis	négatif	neutre	positif
distribution	6.8 %	46.9 %	46.3 %
Source : CEPS/I., PSELL, 1996			
Durant l'année écoulée, vous est-il arrivé (à vous-même ou à l'un des membres de votre ménage) d'épargner une partie de vos revenus ?			
avis	pas ou peu	ts les 3 mois	plus souvent
distribution	46.4 %	10.4 %	43.2 %
Source : CEPS/I., PSELL, 1996			

Présentés de cette manière, ces résultats sont d'un intérêt limité : on observe simplement le fait que, d'une manière générale, les ménages n'abordent pas l'année à venir sans quelques appréhensions. En prenant la proportion des avis négatifs comme référence, il apparaît clairement que la situation actuelle présente manifestement beaucoup plus d'attraits.

LES GENERATIONS

La réalité est beaucoup plus nuancée. Selon notre hypothèse, il existerait au sein de la population différents sous-groupes dont la position objective dans le système socio-économique et les attentes par rapport au futur s'articulent de manières significativement différentes.

Il apparaît à l'analyse que les générations constituent l'un des principaux facteurs de différenciation entre les ménages. Nous distinguerons essentiellement quatre grandes générations qui correspondent à quatre états différents

dans le cycle de vie, c'est-à-dire à quatre étapes du processus d'insertion dans le système socio-économique.

Dessinée à gros traits, chaque génération présente globalement un profil "moyen". Ceci n'exclut en aucun cas des variations internes plus ou moins larges et plus ou moins profondes. Nous le montrerons par la suite.

1. Les "moins de 30 ans" commencent à s'installer dans la vie. Ils débutent leur carrière. Ils s'attendent probablement à voir leur niveau de vie s'améliorer progressivement. Ils espèrent prospérer pendant de longues années même si certains sont conscients du fait que la situation économique actuelle ou d'autres facteurs tels que leur niveau de formation n'est pas sans présenter des risques. Le coût des enfants est encore limité. Pour certains, le niveau de leurs revenus leur permet de vivre assez largement. Ces ménages représentent 8,8% de la population des ménages dans notre échantillon en 1996.

2. Les "30 à 44 ans" forment une génération "charnière" dans la mesure où les salaires et l'ensemble des revenus augmentent progressivement mais le coût de la vie aussi. Les enfants pèsent plus lourdement sur un budget qui est souvent déjà grevé par le remboursement d'emprunts effectués au cours de la période d'installation. Plus il y a d'enfants, plus ils grandissent, plus leur éducation coûte.

On sait aussi par ailleurs que c'est la période au cours de laquelle un certain nombre d'épouses vont devoir (ou vouloir) renoncer à travailler pour se consacrer davantage à leurs enfants, ne serait-ce que provisoirement. Si le revenu augmente, le niveau de vie n'augmente pas nécessairement de la même manière.

Ces ménages représentent 30,6% de l'ensemble des ménages dans notre échantillon en 1996.

3. A partir de 45 ans et jusqu'à 55, 60, 65 ans, les ménages commencent à voir leurs enfants prendre de plus en plus souvent leur indépendance financière. L'épouse, parfois, prend ou reprend du travail. Il est bien connu que c'est la génération qui possède à la fois le plus grand pouvoir d'achat et la plus grande capacité d'épargne (pour peu que leurs revenus le leur permettent). L'âge de la retraite approche et c'est à leurs vieux jours que ces ménages commencent à penser lorsqu'ils épargnent. La croissance économique, les taux d'intérêt et l'inflation deviennent donc pour un certain nombre d'entre eux des alliés ou des facteurs qui contrecarrent leurs efforts. Cette génération revêt une importance particulière : on sait qu'elle prend de plus en plus de poids dans l'ensemble de la population. Ces ménages représentent 22,8% des ménages dans notre échantillon en 1996.

4. L'âge de la retraite ayant sonné (peu importe l'âge) les ménages voient leurs revenus dépendre essentiellement des transferts publics et pour certains du patrimoine qu'ils ont récolté. Pour beaucoup de ménages l'évolution de la situation économique générale peut apparaître comme un facteur ayant une emprise très directe sur leur niveau de vie. Si l'épargne n'a pas nécessairement perdu son actualité et si elle reste un moyen de sauvegarder et parfois d'améliorer leur mode de vie et leur niveau de vie, il n'est plus possible d'envisager l'avenir en termes de "croissance du pouvoir d'achat", "de hausse du niveau de vie". Retirés de la production, ils seront des consommateurs plus ou moins prodigues selon l'état de leur patrimoine et l'état de la conjoncture.

GENERATIONS : LE FUTUR

Ces profils généraux devraient nous aider à comprendre la cohérence interne des analyses⁴ que font les différentes générations. Elles n'ont pas la même approche ni de leur propre situation ni de la situation économique générale.

⁴ Pour comparer les analyses que font les générations, nous utiliserons la méthode très simple des "balances" qui mesure la différence entre le pourcentage de réponses "positives" et de réponses "négatives". Ce solde peut être plus ou moins important et positif ou négatif. S'il est important et négatif, il indique une forte prééminence des réponses "négatives". S'il est proche de zéro, il indique une situation hétérogène où les avis s'équilibrent. La comparaison de deux indices relatifs à une même génération à deux moments distincts peut indiquer le maintien ou le revirement de l'évolution d'une tendance.

Tableau 1. Indices des anticipations des ménages pour l'année à venir

Génération	conjoncture	situation personnelle	fréquence de l'épargne
< 30 ans	- 23.8	13.3	9.9
30 - 44 ans	- 29.0	1.4	-4.3
45 et plus	- 42.4	-8.5	11.1
retraités	- 35.9	-7.0	-1.5
Total	- 34.3	-3.0	1.5

Source : CEPS/I., PSELL, 1996

Dans l'ensemble des ménages, il est très clair que les craintes de voir venir une année particulièrement difficile dominant largement (tableau 1 solde : -34.3%). Ces craintes sont toutefois plus marquées dans la génération des "45 ans et plus" (-42.4%) tandis que les "moins de 30 ans" font preuve d'un peu moins de pessimisme.

Ces craintes ne semblent pas accompagnées d'inquiétudes trop profondes pour la situation financière personnelle des ménages. Il n'en reste pas moins vrai que la génération des 45 ans et plus reste plus souvent inquiète que les autres à ce sujet (-8.5%) tandis que les ménages de moins de 30 ans sont plus souvent optimistes (+13.3%).

⇒ Les moins de 30 ans

Les moins de 30 ans semblent analyser l'avenir de leur propre situation économique en fonction de leurs attentes par rapport à leur carrière individuelle. L'évolution de la conjoncture n'exerce donc qu'une emprise indirecte sur leurs attentes. Portés par leurs espoirs personnels, ils sont plus souvent optimistes et plus souvent décidés à épargner régulièrement à l'avenir que l'ensemble des ménages (9.9% contre 1.5%). Cette épargne est probablement orientée vers une consommation ou des investissements différés.

⇒ Les 45 ans et plus

Les 45 ans et plus, en revanche, sont manifestement plus préoccupés par l'évolution de leur propre situation économique parce qu'elle dépend plus directement de la conjoncture. Plus ils avancent en âge, plus leur avenir dépend des conditions de développement de leur patrimoine. Ce n'est pas par hasard si leurs analyses se rapprochent bien davantage de celles des "retraités" que des autres ménages d'actifs.

Les 45 ans et plus ont tendance à adopter une attitude assez positive vis-à-vis de l'épargne (+11.1%). Ceci est cohérent avec le profil socio-économique de cette génération mais aussi avec les inquiétudes qu'ils marquent à propos de l'évolution de la conjoncture. Au cours de ces dernières années, les taux d'intérêt n'ont cessé de baisser : l'inflation est stable dans une économie qui refuse de redémarrer franchement. La plupart des grands pays européens avec lesquels le Luxembourg entretient des échanges commerciaux intenses, sont logés à la même enseigne. Les efforts entrepris pour répondre aux critères de Maastricht vont systématiquement dans le sens d'une réduction ou d'une stabilisation de l'endettement de ces pays : la faiblesse des taux d'intérêt contribue à ces efforts. Dans ce cadre, la génération la plus orientée vers l'épargne envisage d'accroître cette épargne pour compenser la baisse de sa rémunération mais craint en même temps un redémarrage de l'inflation et une hausse des taux d'intérêt qui réduirait la valeur du patrimoine acquis.

⇒ Les retraités

Les retraités, bien qu'ils se trouvent placés dans les mêmes conditions, adoptent des attitudes plus hétérogènes. Leurs revenus ne leur permettent pas ou ne les obligent pas nécessairement à envisager une épargne intensive (-1.5%).

⇒ Les 30 à 44 ans

On retrouve la même hétérogénéité parmi les ménages de 30 à 44 ans (-4.3%) : les charges qui pèsent sur les revenus de beaucoup d'entre eux n'en font pas un groupe homogène d'épargnants quelles que soient les conditions conjoncturelles et les perspectives qu'ils peuvent nourrir à propos de l'évolution de leur situation économique personnelle.

La proportion des ménages qui envisagent de ne pas épargner ou très peu est plus élevée que la proportion de ménages déterminés à mettre de l'argent de côté très régulièrement.

GENERATIONS : LE PRESENT ET LE FUTUR

On comprendra sans doute mieux les positions de chaque génération en confrontant leurs analyses de la conjoncture à venir et leur perception de la situation actuelle.

Dire que "les craintes de voir venir une année particulièrement difficile dominant largement" apparaît comme une affirmation assez faible lorsqu'on constate avec quelle homogénéité les ménages estiment que la conjoncture actuelle est positive (en particulier, une fois encore, dans la génération des moins de 30 ans ; cf. Tableau 2 score : +34.6). Cette comparaison met également en relief le caractère particulièrement prononcé du revirement d'opinion de la génération des 45 ans et plus (de 25.1% à -42.4%).

A cette évaluation positive de la conjoncture actuelle répond une évaluation très généralement positive de la situation économique personnelle des ménages. Au revirement de l'opinion relative à l'évolution de la conjoncture répond de la même manière un affaiblissement très net de la confiance des ménages dans l'évolution de leur situation économique personnelle.

⇒ *Les moins de 30 ans*

Les moins de 30 ans se montrent une fois encore beaucoup plus souvent optimistes.

Leur vision de l'évolution de la conjoncture économique suit bien le revirement général mais, en revanche, ils révisent moins souvent que les autres ménages leur évaluation de leur situation économique personnelle. Ils se sentent mieux armés ou, peut-être, moins exposés. Leur attitude par rapport à l'épargne traduit la volonté d'un plus grand nombre d'entr'eux d'épargner plus fréquemment demain qu'aujourd'hui. Cette modification correspond à leur espoir de voir leur situation personnelle s'améliorer.

⇒ *Les 30 à 44 ans*

Les "30 à 44 ans" confirment nos prévisions : la faiblesse relative de leur épargne apparaît aussi bien au cours de la période actuelle que dans leurs prévisions. Tout au plus peut-on observer l'annonce d'un léger mouvement de retour vers plus d'hétérogénéité prévu pour l'année suivante (-4.3% contre -13.4% actuellement). Ceci, en soi, signifie que ce groupe est et reste sans orientation forte dans ce domaine qui ne le concerne encore que fort peu.

⇒ *Les 45 ans et plus*

Nous avons parlé de "craintes" des ménages pour l'avenir mais cette comparaison met en évidence à quel point les sentiments ont changé, en particulier *dans la génération des 45 ans et plus* (de 44.7% à -8.5%) et chez *les retraités* (de 44.4% à -7.0%).

Nous disions que les craintes des ménages à propos d'un changement de conjoncture ne semblaient pas entraîner des inquiétudes trop profondes pour leur situation financière personnelle ; mais il faut bien constater que les ménages de ces deux générations lient étroitement leur

vision de l'évolution de leur propre situation et les appréhensions qu'ils nourrissent concernant l'évolution de la conjoncture.

Les "45 ans et plus" confirment leur position d'épargnants tant actuellement que pour l'année à venir et, en dépit de leurs craintes de voir la situation se détériorer, ils témoignent d'un renforcement de la proportion des ménages qui comptent épargner à l'avenir (de 8.3% à 11.1%).

⇒ *Les retraités*

Les retraités partagent les vues des 45 ans et plus sur la situation actuelle et sur la situation à venir mais présentent des vues hétérogènes en matière d'épargne aussi bien aujourd'hui que pour l'avenir (-0.6% et -1.5%) ce qui, ici encore, signifie que ce groupe est et reste sans orientation forte dans un domaine qui ne le concerne pas massivement.

LES NIVEAUX DE FORMATION

Nous avons déjà laissé entendre que chacune de ces générations ne formait pas nécessairement un groupe rigoureusement homogène, ni sur le plan des positions objectives dans le système socio-économique ni sur le plan des attentes pour l'avenir.

Entre autres facteurs susceptibles d'expliquer cette hétérogénéité, on peut sans doute citer le niveau des revenus, le niveau de vie, le niveau de formation ou la nationalité. Nous n'aurons pas l'occasion d'examiner l'influence des revenus dans ce document mais nous y reviendrons plus tard.

Tableau 2. Situation actuelle et anticipations pour l'année à venir (indices)

Génération	conjoncture actuelle	à venir	situation personnelle actuelle	à venir	fréquence de l'épargne actuelle	à venir
< 30 ans	34.6	- 23.8	32.5	13.3	-9.0	9.9
30 - 44 ans	25.7	- 29.0	31.2	1.4	-13.4	-4.3
45 et plus	25.1	- 42.4	44.7	-8.5	8.3	11.1
retraités	24.7	- 35.9	44.4	-7.0	-0.6	-1.5
Total	25.9	- 34.3	39.5	-3.0	-3.2	1.5

Source : CEPS/I., PSELL, 1996

L'influence des nationalités est tellement systématique qu'elle peut se résumer en peu de mots : les Luxembourgeois sont plus souvent satisfaits de leur situation actuelle que les étrangers qui résident au Luxembourg. Ils ont tendance à épargner plus systématiquement. Ils comptent poursuivre dans cette direction. Les étrangers résidents, pour leur part, ne manifestent guère de propension à augmenter leur épargne⁵ au cours de l'année à venir alors même qu'ils partagent d'une manière générale les espoirs et les craintes des Luxembourgeois pour ce qui concerne leur situation économique personnelle. A noter, toutefois : les étrangers, quelle que soit leur génération, sont moins souvent pessimistes que les Luxembourgeois à propos de l'évolution de la conjoncture.

Les niveaux de formation présentent beaucoup plus d'intérêt pour une compréhension des modes d'insertion des ménages dans le système socio-économique.

Nous distinguerons essentiellement trois niveaux de formation dans chaque génération (sans entrer dans plus de détails pour les ménages de retraité(es) : (1) le chef de ménage n'a pas dépassé le niveau de formation primaire, (2) le chef de ménage n'a pas dépassé un niveau de formation secondaire, (3) le chef de ménage est en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

GENERATIONS ET NIVEAU DE FORMATION : LE PRESENT ET LE FUTUR

Les données présentées au tableau 3 ne contredisent évidemment rien de ce qui vient d'être dit mais elles permettent d'apporter des nuances importantes en faisant "éclater" le profil trop général que nous avons attribué à chaque génération.

Les moins de 30 ans n'ayant pas dépassé le niveau de formation primaire sont moins sûrs que les autres que la conjoncture actuelle puisse être considérée avec optimisme (Tableau 3 score : -10.0%). Leur avis concernant l'année à venir ne manifeste pas plus d'enthousiasme même si, en réalité, les perspectives ne leur paraissent pas vraiment pires que la situation actuelle.

Leur situation économique personnelle fait l'objet d'opinions assez divergentes et l'avenir ne recueille pas davantage de consensus. Leurs avis sont très partagés. Ils n'ont pas souvent les moyens d'épargner (-37.8%) et ne voient pas vraiment comment cette situation pourrait changer (-22.4%). En début de carrière, occupés à s'installer, leur formation ne leur donnant pas vraiment un "bagage" qui leur permettrait d'envisager un avenir rayonnant, ils font du futur un étonnant reflet du présent.

Les 30 à 40 ans n'ayant pas dépassé le niveau de formation primaire leur ressemble sur bien des points, à deux différences près : l'évolution de la situation économique générale leur paraît plus risquée qu'elle ne l'est actuellement et s'ils épargnent encore plus rarement (-57.8%), ce n'est pas l'année prochaine qu'ils voient comment pouvoir changer leur comportement (-52.7%).

Engagés dans leur carrière, ayant plus souvent que les premiers la charge d'enfants, engagés également, pour certains, dans le remboursement de leur logement et munis d'un bagage de formation assez léger, ils font de l'avenir comme du présent une lecture au moins aussi peu optimiste que leurs cadets.

Les 45 ans et plus n'ayant pas dépassé le niveau de formation primaire commencent à se différencier des précédents. Installés dans leur carrière, ils bénéficient déjà d'une situation personnelle mieux établie (19.2% contre -6.5% et 2.2% pour les deux générations plus jeunes).

L'épargne devient un peu moins difficile (-8.6%). Au cours des années qui suivront leurs enfants les quitteront, leurs emprunts commenceront à peser moins sur leur budget. Certains d'entre eux peuvent commencer à envisager de se constituer un patrimoine mais leur situation, toujours précaire en raison

Tableau 3. Situation actuelle et anticipations pour l'année à venir par générations et niveaux de formation (indices)

Génération	niveau de formation	conjoncture actuelle	à venir	situation personnelle actuelle	à venir	fréquence de l'épargne actuelle	à venir
< 30 ans	primaire	-10.0	-19.1	2.2	-2.3	-37.8	-22.4
	secondaire	38.0	-29.1	33.4	5.8	-3.4	10.3
	supérieur	54.4	-17.3	64.2	46.9	9.9	45
30 - 44 ans	primaire	6.2	-24.4	-6.5	-1.6	-57.8	-52.7
	secondaire	25.4	-29.9	37.8	1.6	-0.5	12.1
	supérieur	46.5	-31.8	57.2	4.4	6.8	12.9
45 et plus	primaire	17.5	-41.3	19.2	-17.2	-8.6	-9.3
	secondaire	23.8	-42.0	47.8	-5.2	10.1	15.4
	supérieur	35.5	-44.5	67.1	-4.7	23.7	25.9
retraités		24.7	-35.9	44.4	-7.0	-0.6	-1.5
Total		25.9	-34.3	39.5	-3.0	-3.2	1.5

Source : CEPS/I., PSELL, 1996

⁵ Rappelons ici la remarque déjà formulée à propos du terme "épargne" : il est possible que tous les ménages n'associent pas ce mot aux mêmes opérations. "Mettre de l'argent de côté pour construire sa maison" n'est pas nécessairement perçu comme un comportement d'épargne par tous les ménages. Nous vérifierons ce point par la suite auprès des ménages.

de leur faible niveau de formation les rend tout particulièrement sensibles à des retournements de conjoncture (17.5% pour la situation économique générale actuelle et -41.3% pour l'année suivante). Ces risques qu'ils appréhendent sont toujours susceptibles de mettre en danger leur propre situation et, éventuellement, la poursuite de leurs efforts d'épargne. Il est remarquable qu'ils constituent le plus pessimiste de tous les groupes pour ce qui concerne un éventuel retournement de leur propre situation économique (19.2% pour leur situation actuelle et -17.2% pour l'année prochaine).

Les 45 ans et plus munis d'une formation de niveau supérieur se trouvent aux antipodes de ces trois groupes. Installés dans leur carrière, ils bénéficient déjà d'une situation personnelle bien établie (solde positif et élevé: 67.1%).

L'épargne fréquente est courante (23.7%) et la propension à épargner devrait s'accroître encore l'année suivante (25.9%). Leurs enfants commencent à prendre leur autonomie. Les emprunts pèsent moins lourd sur leur budget. Beaucoup d'entre eux commencent à se constituer un patrimoine : ils craignent un retournement de conjoncture ou une hausse des taux d'intérêts (-44.5%) tout autant que les ménages appartenant à la même génération mais qui n'ont pas leur bagage de formation. Mais ils expriment des craintes plus tempérées et plus diver-

sifiées en ce qui concerne l'évolution de leur situation économique personnelle (-4.7% pour -5.2% dans le groupe des ménages de la même génération ayant une formation de niveau secondaire et -17.2% dans le groupe des ménages n'ayant pas dépassé le niveau primaire).

On peut encore s'attarder sur *les moins de 30 ans dotés d'un diplôme de l'enseignement supérieur*. Ils démarrent dans leur carrière, s'installent et n'ont encore que peu de charges. La situation économique générale actuelle réunit une grande majorité d'avis très positifs (solde : 54.4%) et ils estiment assez uniformément que leur situation économique personnelle est actuellement très positive (solde : 64.2%). Ils craignent moins souvent que les autres un retournement conjoncturel (-17.3%) et font partie des rares optimistes en ce qui concerne l'évolution de leur situation économique personnelle (solde : 46.9%).

Il est clair que, forts de leur bagage de formation et peu contraints par les charges d'un ménage, ils lisent la réalité économique essentiellement en fonction de leurs espoirs de carrière personnelle. Certains peuvent déjà se permettre d'épargner et s'y contraignent dans la perspective des coûts croissants de leur installation dans la vie (solde : 9.9%) mais beaucoup d'entre eux se promettent d'épargner ou d'épargner plus souvent encore au cours de l'année suivante

(solde : 45.0%). Ils estiment qu'ils en seront capables puisque leur envol professionnel ne peut que s'accompagner d'un renforcement de leur situation économique personnelle (pour rappel, solde : 46.9%) quelle que soit, par ailleurs, la tournure que prendra la conjoncture économique à ce moment (pour rappel, solde : -17.3%).

D'une manière générale, *les groupes de ménages des différentes générations qui ont un diplôme de niveau secondaire* sont véritablement des groupes intermédiaires au sein de leur génération. Concernant la situation actuelle, ils manifestent moins d'optimisme que les ménages disposant d'un bagage de formation supérieur. Ils ne sont pas particulièrement rassurés concernant l'évolution de leur situation personnelle. Mais ils ne se sentent pas entièrement démunis face à des retournements de la situation économique générale ou de leur situation personnelle. Actuellement, l'épargne n'est une orientation claire que dans la génération des 45 ans et plus. Mais cette orientation se renforce clairement dans toutes les générations. Ils ont tendance à prendre des résolutions d'accroître la fréquence de leur épargne : plus souvent que les ménages n'ayant pas dépassé le niveau de formation primaire mais moins souvent que les ménages disposant d'un bagage de formation plus étoffé que le leur.

Nous reviendrons sur ce sujet.

Etre locataire : choix ou contrainte ?

Blandine LEJEALLE - CEPS/I.

Au Luxembourg, le statut de locataire est-il un choix ou une contrainte par rapport au statut de propriétaire ? Une enquête réalisée auprès d'environ 2 900 ménages en 1995 a permis de répondre à cette question ainsi qu'à bien d'autres sur les conditions de

logement au Luxembourg. Pour rappel, environ 26% des ménages résidant sur le territoire luxembourgeois étaient locataires en 1995 et 70%, propriétaires.¹

Parmi l'ensemble des locataires, deux ménages interrogés sur trois se considèrent locataires par obligation (62.1%) alors que 22% d'entre eux le sont tout à fait par choix (et 16% "plutôt par choix"). (cf. graphique 1)

¹ Cf. Population et Emploi "Conditions de vie des ménages" n°6 - Revenus et logements - F.BERGER, M.ZANARDELLI.

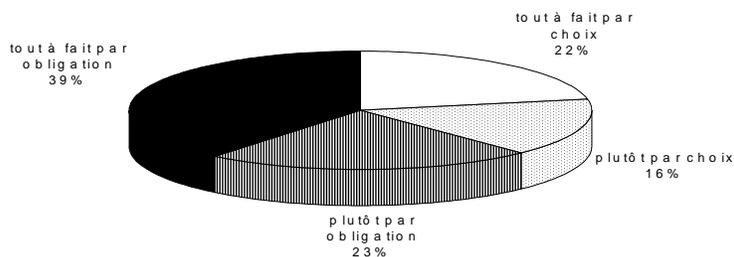
Indépendamment de la question précédente, pour quelle(s) raison(s) les ménages interrogés sont-ils locataires ? En moyenne, parmi l'ensemble des items proposés, 1,5 raisons ont été évoquées par les ménages pour justifier leur situation de locataire. La décision est parfois la résultante d'une combinaison de plusieurs raisons.

Synthétiquement, parmi l'ensemble des raisons évoquées, on a pu dégager 4 grands axes (cf. tableau 1) relevant soit d'un choix soit d'une contrainte ou parfois des deux :

- Premièrement, **les problèmes financiers** : pour éviter de s'endetter, pour avoir moins de frais d'entretien, en attendant de devenir propriétaire, par manque de moyens financiers, par absence de garantie pour le prêt, pour comptabiliser une période d'épargne suffisante. Les trois quarts des ménages interrogés citent au moins une raison liée aux besoins financiers sachant que 52.8% de l'ensemble citent clairement le "manque de moyens financiers".
- Ensuite, pour des raisons de **commodité** : pour une plus grande mobilité, pour être à proximité du lieu de travail, à proximité des parents ou des amis, parce que le séjour dans le pays est limité. Un quart des ménages est concerné.
- Puis, certains craignent pour **l'avenir** : que ce soit une crainte vis-à-vis de la situation professionnelle ou de la situation familiale ou encore une peur de l'avenir en général.

Un ménage sur huit évoque ce type de raison. Ce pourcentage est relativement faible : la peur de l'avenir, l'absence de garantie de stabilité, la précarité ne semblent pas être un frein à l'achat d'un logement. En plus d'un certain confort financier, d'une volonté politique de permettre l'accession à la propriété à un maximum de ménages, c'est en partie cette confiance en l'avenir qui est à l'origine d'un taux de propriétaire relativement élevé au Luxembourg par rapport à d'autres pays européens.

Graphique 1 : Estimez-vous que vous êtes locataires par choix ou par obligation ?



Source : Enquête Niveau de vie et Logement - 1995 - CEPS/I. - STATEC

Tableau 1 : Détails des raisons de la location

Raisons de la location	Pourcentage de réponses positives*
Pas de dettes	8.0
Plus grande mobilité	8.0
Moins de frais d'entretien	5.0
Proximité du lieu de travail, des parents, des amis	8.0
En attendant de devenir propriétaire	16.6
Séjour dans le pays limité dans le temps	10.5
Manque de moyens financiers	52.8
Pas de garantie pour le prêt	6.9
Pas de travail	3.4
Situation professionnelle instable	5.4
Situation familiale instable**	4.6
Pour comptabiliser une période d'épargne suffisante	8.0
Peur de l'avenir	2.7
Autres raisons	14.8

* La somme des pourcentages ne totalise pas 100% parce que plusieurs raisons peuvent être évoquées.

** exemple : mariage à l'essai, couple en crise, en instance de divorce, etc.

Source : Enquête Niveau de vie et logement - 1995 - CEPS/Instead - STATEC

- Enfin, certains ménages évoquent **d'autres raisons** : 15% des ménages expriment une raison autre que celles citées précédemment. Vu l'importance de ce poste, l'exploitation de son contenu nous apporte d'autres informations complémentaires.

Certains ne précisent pas leurs raisons mais lorsqu'ils le font, on retrouve la distinction précédente entre **contrainte** (ou choix plus ou moins forcé) et **choix délibéré** :

- Parmi les premiers, on distingue trois types d'obligations : un intérêt

financier (les usufruitiers qui sont logés gratuitement), une contrainte familiale (d'autres membres de la famille ont vendu ou échangé la propriété appartenant au ménage interrogé, ce dernier se retrouve alors locataire) et une obligation pratique (les logements de service, la situation familiale du ménage : "seul" ou "trop âgé pour devenir propriétaire").

- Et parmi ceux qui ont choisi délibérément d'être locataire, il y a ceux qui n'ont tout simplement pas envie de devenir propriétaire et ceux à qui il paraît financièrement plus intéressant de rester locataire.

VIENT DE PARAÎTRE

"RECUEIL D'ETUDES SOCIALES 1996"

Cet ouvrage offre une approche globale et synthétique de la société luxembourgeoise. Il analyse, à travers trente-quatre articles, les sept domaines suivants :

- ◆ Population
- ◆ Ressources humaines
- ◆ Activité professionnelle
- ◆ Revenus
- ◆ Modes de vie et budgets des ménages
- ◆ Cadre de vie
- ◆ Politiques sociales

Le lecteur y trouvera notamment des réponses aux questions suivantes :

- ☞ *Qu'en est-il de la situation de l'emploi en 1996 et comment évoluera-t-elle au cours de la prochaine décennie ?*
- ☞ *Comment ont évolué, ces dernières années, le parc de logements et les conditions de l'habitat au Luxembourg ?*
- ☞ *Comment les femmes se positionnent-elles sur le marché du travail et quel est leur mode de conciliation entre travail professionnel et vie familiale ?*
- ☞ *Quelles sont les populations les plus touchées par la pauvreté ?*
- ☞ *Comment ont progressé les revenus des ménages depuis 1985 ?*
- ☞ *Comment se compose le budget des ménages et quels sont les facteurs qui en influencent la structure ?*

Et à bien d'autres encore...

Pour commander un ou plusieurs exemplaires, s'adresser au :

**CEPS/Instead, Division "Populations et Ménages",
rue Emile Mark, B.P.48, L-4501, Differdange,
Tel. : 58-58-55-513
Fax : 58-55-60**

Edité par le CEPS/Instead ◆ Diffusé par la librairie "Um Fieldgen"
Prix : 690.-LUF ◆ 300 pages ◆ ISBN : 2-87987-145-x

Population et Emploi

statec

B.P. 304
L-2013 Luxembourg
Tél. : 478-4276/4250

CEPS/Instead

B.P. 48
L-4501 Differdange
Tél. : 58 58 55-513

IGSS

B.P. 1308
L- 1013 Luxembourg
Tél. : 478-6359